



**STRATÉGIE
2015-2019**

République Dominicaine

The background features several overlapping, thin purple circles and arcs of varying sizes, creating a dynamic, abstract pattern. The text is centered within one of the larger circles.

**République
Dominicaine**

SOMMAIRE

1. ÉLÉMENTS DÉTERMINANTS POUR LA STRATÉGIE DE L'AFD 2015-2019 EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	4
1.1. SYNTHÈSE DES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	5
1.1.1 Le contexte politique	5
1.1.2 Le modèle économique	5
1.1.3 Les enjeux sociaux	6
1.1.4 Les enjeux environnementaux.....	6
1.1.5 Les enjeux urbains et territoriaux	7
1.2. ANALYSE DE LA STRATÉGIE DU PAYS	7
1.3. SOURCES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	8
1.4. ÉLÉMENTS DE CADRAGE DE LA STRATÉGIE FRANÇAISE	9
1.4.1 Relations politiques avec la France	9
1.4.2 Relations économiques avec la France	9
2. BILAN DE L'ACTIVITÉ DE L'AFD EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	10
2.1. BILAN FINANCIER	11
2.2. BILAN QUALITATIF	12
3. LA STRATÉGIE DE L'AFD EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE 2015-2019	14
3.1. LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES PROPOSÉES	15
3.2. OBJECTIFS ET ACTIVITÉS	15
3.2.1 Accompagner le développement de villes durables et inclusives.....	15
3.2.2 Promouvoir une gestion pérenne des ressources	16
3.2.3 Soutenir le renforcement du capital humain	17
3.3. OBJECTIFS TRANSVERSAUX	17
4. PARTENARIATS ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES	19
4.1. PARTENARIATS	20
4.2. PRODUCTION DE CONNAISSANCES	20
4.3. PRODUCTION FINANCIÈRE	20
LISTE DES SIGLES	21

Contexte macroéconomique : données actualisées en 2017

1.

ÉLÉMENTS DÉTERMINANTS POUR LA STRATÉGIE DE L'AFD 2015-2019 EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

1.1. SYNTHÈSE DES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1.1.1 Le contexte politique

Première terre des Amériques découverte par Christophe Colomb en 1492, la République Dominicaine, en tant qu'entité politique, est le fruit d'une histoire mouvementée. La partie orientale de l'île d'Hispaniola a connu trois siècles de domination espagnole, entrecoupés d'occupations françaises et haïtiennes, avant d'accéder à l'indépendance en 1844. Le pays a ensuite traversé plus d'un siècle d'instabilité politique, d'intervention américaine et de dictature.

L'histoire des cinquante dernières années est toutefois celle d'un processus de démocratisation qui a apporté au pays une stabilité politique et économique enviable. La Constitution de 1966 a donné naissance à un régime présidentiel et centralisé. Depuis 1996, le système politique est dominé par deux forces : le Parti de la Libération Démocratique (PLD), incarnant un courant de centre droit libéral, et le Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD), de tendance social-libérale jusqu'en 2015, puis le Parti Révolutionnaire Moderne (PRM), né à cette date d'une division interne du PRD qui s'est finalement allié au PLD pour les élections générales de 2016.

La République Dominicaine a opté pour un régime présidentiel. Le président est élu au suffrage universel direct pour un mandat de 4 ans. Les dernières élections, en date du 15 mai 2016, ont été remportées pour la deuxième fois consécutive par M. Danilo Medina (PLD) avec un score de 61,7 % face à Luis Abinader (PRM) qui avait obtenu près de 35 % des suffrages.

Au lendemain de son élection, Danilo Medina déclarait formellement sa volonté de poursuivre le renforcement du secteur éducatif auquel il consacre 4 % du PIB depuis son arrivée au pouvoir en 2012, tout en améliorant les secteurs de l'eau et de l'assainissement et de la santé.

1.1.2 Le modèle économique

Avec ses 10,5 millions d'habitants et son PIB de 71,6 Mds US\$, la République Dominicaine est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui se place au premier rang des économies caribéennes. **Sa croissance annuelle de 5 % en moyenne depuis les années 1990 fait exception dans la région, y compris à l'échelle latino-américaine**, et a permis une convergence du revenu moyen par tête vers la moyenne régionale¹. La République dominicaine a connu, pour la troisième année consécutive en 2016, une croissance record dans la région Amérique latine-Caraïbe, avec +6,6 %.

Ces performances sont attribuables à plusieurs facteurs, englobant sur la période récente l'amélioration progressive des fondamentaux macroéconomiques (efficacité de la politique monétaire, inflation maîtrisée, secteur bancaire assaini suite à la crise bancaire de 2003), le pari réussi de la mutation de l'économie dominicaine, passée dans les années 1980 de l'industrie

du sucre et de l'import-substitution au développement du tourisme et des zones franches (produisant surtout du textile, des machines-outils, des produits agricoles non transformés), aux exportations minières (or et ferronickel) et à l'afflux d'investissements directs étrangers notamment à partir des années 1990. Cependant, ce modèle de croissance extraverti est très dépendant de l'environnement international, en particulier de la conjoncture américaine.

L'économie dominicaine fait en outre face à des enjeux structurels qui ralentissent sa compétitivité et son développement. Pour répondre à ces défis, les activités touristiques et des zones franches doivent être encouragées afin de favoriser les effets d'entraînement sur les autres secteurs, la compétitivité hors prix (environnement des affaires², gouvernance, régulation) mérite d'être renforcée, et les efforts de construction d'infrastructures et de réforme du secteur électrique poursuivis.

La République Dominicaine dispose d'une marge de manœuvre budgétaire limitée compte tenu du faible niveau de recettes fiscales (environ 14 % du PIB en 2015-2016) et des transferts publics au secteur de l'électricité (1 % du PIB). C'est pourquoi des efforts de restauration des équilibres budgétaires sont en cours dans le cadre d'un Pacte fiscal annoncé par le gouvernement.

Suite à la crise financière internationale, la République Dominicaine a accru son recours aux financements internationaux : sa dette publique consolidée est ainsi passée de 35 % en 2007 à 48,5 % en 2016. L'analyse de viabilité réalisée par le FMI indique que le risque de surendettement est modéré, et sensible au risque de dépréciation monétaire et de baisse de la croissance. Les autorités dominicaines souhaitent ramener la dette entre 30 et 40 % du PIB, ce qui suppose de dégager un excédent budgétaire primaire chaque année. Le déficit budgétaire s'élève à 2,2 % du PIB en 2015, en amélioration par rapport à 2012 où il a atteint près de 8 %.

“

Le Président Danilo Medina entend poursuivre le renforcement des secteurs de l'eau et de l'assainissement, de la santé et de l'éducation.

¹ Le PIB/tête représentait 78% de la moyenne latino-américaine en 2011 contre 54% en 1990. Il s'établit à 7 112 US\$/habitant en 2016 (soit plus de 15 000 US\$ en PPA). Source : DG Trésor.

² La République Dominicaine occupe le 99^e rang sur 185 du classement *Doing Business 2018*.

1.1.3 Les enjeux sociaux

La République Dominicaine figure dans la catégorie des pays à développement élevé au regard de son Indice de Développement Humain (IDH)³. Pourtant les enjeux sociaux demeurent un défi majeur. 41 % de la population est en situation de pauvreté (un indicateur en hausse par rapport aux années précédant la crise bancaire de 2003) et le coefficient de Gini s'établit à 0,48 (contre 0,51 en 2000). Le biais des investissements publics a induit de fortes disparités territoriales, au détriment des zones rurales⁴. C'est toutefois en milieu urbain, dans un contexte d'exode rural et de croissance urbaine exponentielle, que la pauvreté croît le plus⁵.

La classe moyenne croît lentement traduisant la faible mobilité sociale : le chômage « élargi » stagne à 14 %, et plus de la moitié des emplois sont informels, dans un contexte où la croissance est portée par des secteurs peu intensifs en emplois formels.

Les politiques publiques doivent faire face à plusieurs défis de taille dans les secteurs de :

→ **l'éducation**, auquel le gouvernement consacre désormais 4 % du PIB depuis 2013, en vue du renforcement de la qualité et de l'accès à l'enseignement. Ces efforts méritent d'être poursuivis : à titre d'exemple, seuls 29 % des jeunes dominicains (18-24 ans) accèdent aujourd'hui à l'enseignement supérieur et près de 50 % des étudiants abandonnent leur cursus avant son terme.

→ **la santé**, dans un contexte où la mortalité maternelle, à 130/100 000 naissances, est deux fois supérieure à la moyenne régionale et la tuberculose affecte presque deux fois plus d'individus que dans le reste de la Caraïbe. La Présidence de la République a impulsé un vaste plan de rénovation des hôpitaux publics. Par ailleurs, le système de protection sociale pourrait couvrir une plus grande proportion de la population s'il était renforcé (il couvre actuellement 40 % de la population pour la branche santé).

→ Des progrès ont été enregistrés en termes d'accès à **l'eau potable** (80 % de la population) **et à l'assainissement** (70 % de la population). Cependant, les personnes en situation de pauvreté n'ont que très peu accès à ces services et les coupures d'eau sont fréquentes.

Dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement, le taux relativement élevé de non recouvrement des factures (de nombreux ménages ne paient pas leurs services d'eau ou d'électricité) limite les captations de ressources du secteur public, qui ne peut fournir aux usagers un service de qualité dans ces secteurs. Les usagers se trouvent alors contraints de réorienter leur demande vers des fournisseurs privés, entraînant ainsi une nouvelle réduction de la captation de ressources du secteur public.

25 %

Objectif que le pays s'est fixé pour
la part des énergies renouvelables d'ici 2025

1.1.4 Les enjeux environnementaux

La République Dominicaine dispose d'une riche biodiversité. Cependant, la croissance économique rapide et le processus d'urbanisation exercent une pression croissante sur les ressources naturelles. Dans ce contexte, la Banque mondiale⁶ souligne l'importance à accorder à :

→ la gestion des ressources en eau et des déchets solides ;

→ le mix énergétique (80 % de combustibles fossiles, 20 % d'énergies renouvelables, dont 15% d'hydroélectricité, 4% de d'énergie éolienne et 1% d'énergie solaire. Les énergies renouvelables sont en croissance, puisqu'elles ne représentaient que 14% de la capacité installée en 2000⁷), qui pose la question de la dépendance énergétique – la République Dominicaine ne produisant pas de combustibles fossiles – et des déséquilibres macroéconomiques (les subventions au secteur électrique représentent près de 8 % du budget 2015). Si la construction de 2 centrales à charbon d'une capacité de 675 MW (2 Mds US\$)⁸ vise à répondre aux besoins énergétiques du pays, la République Dominicaine dispose également d'un potentiel dans le domaine des énergies renouvelables encore peu exploité. Le pays s'est fixé pour objectif de porter la part des énergies renouvelables à 25% à l'horizon 2025⁹ ;

→ le niveau élevé du risque sismique : l'île d'Hispaniola est située à l'interaction de deux plaques tectoniques actives et la République Dominicaine a été le lieu du plus fort séisme jamais enregistré dans la Caraïbe (en 1946, magnitude 8,1)¹⁰,

→ l'émergence de nouveaux défis liés à la pollution de l'air et à la dégradation des écosystèmes côtiers (dégradation de la barrière de corail et des mangroves),

→ la gestion des aires naturelles protégées, en s'inspirant de la réussite de la politique mise en place en matière reforestation.

La prise de conscience de ces enjeux a conduit à la création d'un Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles en 2000, au lancement de l'initiative du Corridor Biologique de la Caraïbe en 2007¹¹ et à l'adoption d'une loi sur les énergies renouvelables en 2007.

A ces défis environnementaux s'ajoute l'impact du changement climatique. Petit émetteur de CO₂ à l'échelle mondiale (2,1 tonnes de CO₂ émises par habitant contre une moyenne de 2,7 en Amérique latine et 5,4 pour les PRITS), la République Dominicaine n'en est pas moins le onzième pays le plus vulnérable au changement climatique sur la période 1996-2015 d'après le Global Climate Risk Index, 2017¹². Les principaux effets attendus du changement climatique sont les suivants :

³ Le pays est classé au 99^e rang sur 187 (DGTrésor).

⁴ Le pourcentage de pauvres en zones rurales est de 46 %, contre 26 % en zones urbaines.

⁵ D'après la Banque mondiale, le nombre de pauvres urbains a augmenté d'un million depuis 2000.

⁶ Banque mondiale, *Environmental Priorities and Strategic Options: Country Environmental Analysis*, 2004.

⁷ CDEEE, *Informe de desempeño*, juin 2016.

⁸ Une revue sectorielle a été réalisée par TED en juin 2014.

⁹ IRENA, *Perspectives des énergies renouvelables en République dominicaine*, août 2016.

¹⁰ A titre de comparaison, le séisme de 2010 en Haïti était d'une magnitude 7 à 7,03.

¹¹ Lacassin Robin *et al.*, « Sismotectonique du tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti », *Outre-Terre*, 2013/1 n° 35-36, p. 180

¹² Cette initiative est portée par la République Dominicaine, Cuba et Haïti.

¹³ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/16411.pdf>

- la hausse des températures (de 0,5-1°C en 2030 et 1-2,5°C d'ici 2050) combinée à la réduction brutale des précipitations va renforcer le stress hydrique ;
- l'élévation du niveau de la mer va accroître l'érosion côtière ;
- l'intensité accrue des tempêtes tropicales et ouragans dans un contexte de dégradation environnementale va augmenter les dommages liés aux catastrophes naturelles, notamment les inondations en milieu urbain¹³.

1.1.5 Les enjeux urbains et territoriaux

La République Dominicaine a connu un processus d'urbanisation rapide depuis 1950 : aujourd'hui, 80 % de la population vit en milieu urbain (Source : Banque mondiale¹⁴) contre 25 % seulement en 1950. L'urbanisation augmente de 2 % par an. Ce phénomène s'accompagne de tensions : sur-densification de l'usage des sols, apparition de quartiers précaires informels, déficit de logements et de services urbains, sous-équipement en infrastructures de transport et d'énergie.

A ces défis urbains s'ajoute une problématique de cohésion territoriale à l'échelle nationale : les disparités entre zones urbaines et rurales demeurent importantes aussi bien en termes de revenus que d'accès aux services publics (eau potable, éducation, santé, notamment). Redynamiser les zones rurales et particulièrement

l'agriculture, qui représente 6 % du PIB et 15 % des emplois et compte quelques filières bien structurées et reconnues sur le marché international (cultures biologiques de café, cacao et banane), serait nécessaire pour garantir l'équité territoriale.

Compte tenu de l'analyse qui précède, **les principaux défis de développement résident dans la promotion d'une croissance plus inclusive et résiliente**, qui sera le fil conducteur des interventions de l'AFD en République Dominicaine.

→ Pour maintenir sa croissance, la République Dominicaine doit avant tout améliorer sa compétitivité, poursuivre la diversification de son tissu économique¹⁵, et développer ses infrastructures (avec une attention particulière portée aux infrastructures de base comme le secteur énergétique, l'eau et l'assainissement, les transports publics et l'aménagement urbain) ;

→ Afin de la rendre plus inclusive, elle doit continuer ses efforts de création d'emplois formels (notamment dans les PME), développer des services publics de qualité accessibles, renforcer le capital humain (par l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité de l'éducation et de la santé, et la promotion de la protection sociale) et faire en sorte que les bénéfices soient répartis sur l'ensemble du territoire ;

→ Pour renforcer sa résilience, le pays doit enfin garantir la soutenabilité de ses finances publiques et préserver ses ressources naturelles.

1.2. ANALYSE DE LA STRATÉGIE DU PAYS

La politique de développement dominicaine repose sur la Stratégie Nationale de Développement (SND) 2030, loi votée en 2012. La Stratégie est articulée autour de 4 piliers :

1. Renforcer l'Etat de droit, social et démocratique, notamment en rétablissant la confiance dans les partis politiques et en luttant contre la corruption ;
2. Favoriser l'avènement d'une société offrant l'égalité de droits et d'opportunités, à travers la réduction de la pauvreté et des inégalités et le développement des services d'éducation et de santé ;
3. Impulser une économie durable, intégratrice et compétitive, par le renforcement de l'enseignement supérieur, la hausse des prélèvements fiscaux pour offrir de meilleurs services publics et l'amélioration du service d'électricité ;
4. Promouvoir une société de production et de consommation respectueuse de l'environnement et adaptée au changement climatique, en développant les aires naturelles protégées et en accroissant l'efficacité des services d'eau et d'assainissement.

Premier exercice de planification à long terme issu d'une large consultation publique, la SND fait l'objet d'une revue annuelle s'appuyant sur 90 indicateurs¹⁶. L'ancien président Leonel Fernandez avait commandé un rapport à Jacques Attali (La République Dominicaine 2010-2020)¹⁷ afin d'affiner les priorités et la méthode.

Dans ce cadre général, le gouvernement actuel du président Danilo Medina se distingue par son orientation sociale, reflétée par la hausse des dépenses publiques consacrées à l'éducation (pour la première fois et conformément à la loi, les dépenses publiques pour le secteur atteignent 4 % du PIB à partir de 2013), la politique de protection sociale et une attention spécifique portée aux agriculteurs et aux PME. Cette orientation se traduit également sur le plan de l'aménagement urbain, comme en témoigne le projet phare de réhabilitation du quartier précaire de La Barquita situé à Saint-Domingue et financé par l'AFD.

¹³ USAID, *Dominican Republic Climate Change Vulnerability Assessment Report*, 2013.

¹⁴ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS>

¹⁵ L'agriculture représente environ 6% du PIB, l'industrie 27% et les services 67%, répartition assez rare dans la Caraïbe, où un seul secteur tend à prédominer (services en général). Source : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-dominicaine/presentation-de-la-republique-dominicaine/>

¹⁶ La dernière revue de la SND, publiée en août 2017 (accessible ici : <http://economia.gob.do/mepyd/estrategia-nacional-de-desarrollo-2030/implementation/informe-anual-de-avance-en-la-implementation-end-2030/>)

¹⁷ http://www.attali.com/download/RD_RapportFinal_FR.pdf

1.3. SOURCES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

La dette publique totale atteignait 25 Mds US\$ soit 35,6 % du PIB à fin 2015¹⁸, en réduction suite au rachat en janvier 2015 de la majorité de l'encours PetroCaribe. Elle se compose à 65 % d'endettement externe et à 35 % d'endettement interne. Parmi les acteurs externes, l'ordre des créanciers s'établit comme suit :

→ les bailleurs multilatéraux représentent 26,1 % du stock de dette publique externe en 2015, la BID, la Banque mondiale, la CAF et le FMI étant les créanciers les plus significatifs ;

→ les bailleurs bilatéraux fournissent 15,8 % de la dette publique en 2015 : avec un encours souverain de 415 M US\$ à fin 2015 représentant 2,6 % de la dette dominicaine, l'AFD est le troisième bailleur bilatéral¹⁹ après le Brésil (669,2 MUS\$) et l'Espagne (436,4 MUS\$) ;

→ les émissions obligataires représentent 53,9 % de la dette dominicaine en 2015 :

- en 2014, deux émissions d'obligations d'Etat ont été placées sur le marché international – 1,25 Md US\$ en avril 2014 à 30 ans et 7,45 % (sursouscrite 3,2 fois) et 250 MUS\$ en juillet à 30 ans et 6,85 % (sursouscrite entre 6 et 7 fois) ;

- en 2015, deux émissions obligataires en dollars ont été réalisées à des conditions plus compétitives : 500 MUS\$ à 5,125 % à 10 ans et 500 MUS\$ à 6,5 % à 30 ans ;

- enfin, une légère remontée des taux a été enregistrée lors de l'émission de 500 MUS\$ à 5,6 % à 10 ans en juin 2016.

→ les banques commerciales représentent 4,2 % de l'encours de dette à long terme en 2015.

L'objectif du ministère des Finances est de porter la dette interne à 50 % de la dette totale et d'en allonger les maturités.

Il convient de souligner que la République Dominicaine perçoit également des subventions (225 MUS\$ en 2013²⁰). Les fonds proviennent à 95 % d'organismes multilatéraux, l'Union Européenne étant le principal pourvoyeur de subventions (175 MUS\$ sur 5 ans), loin devant les Nations Unies (18 MUS\$) et la BID (9,3 MUS\$). Après avoir alloué 216 M€ en 2008-2013 (Xè FED), l'UE a prévu d'engager 72 M€ dans le cadre du Programme Indicatif National (PIN) 2014 - 2020. Cette réduction est liée à la réforme de l'aide européenne qui prévoit une concentration des enveloppes nationales dans les pays les plus pauvres. La République Dominicaine est par ailleurs éligible à la Facilité d'Investissement pour les Caraïbes (CIF), dotée de 135 M€ dans le cadre du XIè FED. L'AFD peut se voir déléguer des subventions européennes provenant du PIN et de la CIF (une subvention CIF de 10 M€ a fait l'objet d'un contrat de gestion à l'AFD en 2015 pour appuyer le renforcement de capacités de l'INAPA et, dans une moindre mesure, de la CORAASAN, maîtrises d'ouvrage dans le secteur

de l'eau et de l'assainissement bénéficiaires d'un prêt de l'AFD à l'Etat dominicain).

Le Japon, Taiwan et le Brésil financent également des actions de coopération technique en subvention pour des montants plus modestes (de 6,5 MUS\$ pour Taiwan à 0,3 MUS\$ pour le Brésil sur la base des décaissements réalisés en 2013).

En termes de concentration sectorielle :

→ la BID prévoit de se concentrer sur la gouvernance (gestion fiscale), l'énergie, le développement humain et le développement productif,

→ la Banque mondiale œuvre à *i/* l'amélioration du climat des affaires et le développement du secteur privé, *ii/* l'accès aux services d'électricité et de télécommunication, *iii/* l'accroissement de la résilience aux chocs externes, *iv/* la promotion d'une gestion équitable et transparente des ressources fiscales et *v/* le développement des services sociaux,

→ dans le cadre du PIN, l'Union Européenne se concentre sur la formation professionnelle, l'appui aux PME et la gestion des finances publiques,

→ l'AECID, bailleur historique, reformule quant à elle sa stratégie suite à la réduction drastique de son enveloppe de subvention en prévoyant de se lancer à terme dans une activité de financement sous forme de prêts. Elle demeure active dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et de la microfinance.

Le développement urbain intégré, incluant les transports publics, n'est investi par aucun bailleur de fonds hormis l'AFD.

Ces financements publics sont complétés par les flux d'investissements directs étrangers (IDE), qui sont restés proches de 2 Mds US\$ par an entre 2009 et 2015²¹.

“

L'AFD est l'un des principaux bailleurs dans le développement urbain et le seul à financer le secteur des transports publics à Saint-Domingue.

¹⁸ Cette dette n'inclut pas la dette de la Banque centrale de 7,7 MUS\$.

¹⁹ En ajoutant les prêts directs de l'Etat français (RPE), la France est le deuxième bailleur bilatéral de la République Dominicaine en 2015.

²⁰ Données issues de la dernière revue de la SND.

²¹ Hormis une importante opération de 1 Md US\$ (brasserie) qui a porté les IDE à plus de 3 Mds en 2012.

1.4. ÉLÉMENTS DE CADRAGE DE LA STRATÉGIE FRANÇAISE

1.4.1 Relations politiques avec la France

Plusieurs facteurs font de la République Dominicaine un partenaire stratégique de la France dans la Caraïbe :

- sa proximité géographique avec les Départements Français d'Amérique (DFA) et Haïti ;
- la taille de son économie (première puissance de la région) ;
- son appartenance à l'accord Cariforum-UE et plus largement, son poids politique dans la région Caraïbe / Amérique centrale²² ;
- son rôle dans le dispositif régional français de coopération sécuritaire, les enjeux principaux résidant dans la lutte contre l'immigration clandestine (de ressortissants dominicains vers les DFA) et le transit de drogue ;
- son statut de membre observateur à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Pour la France, les priorités de la relation bilatérale avec la République Dominicaine consistent à :

- Poursuivre un dialogue politique nourri avec l'administration du président Danilo Medina en renforçant la coopération institutionnelle. L'AFD peut utilement contribuer à cet objectif en renforçant ses actions de coopération triangulaire avec Haïti et de coopération régionale avec les Départements Français des Amériques ;
- Soutenir la présence économique française : l'AFD participe à cet effort en finançant des projets dans des secteurs où peut s'exprimer une offre française (publique ou privée) compétitive et en promouvant l'expertise française ;
- Accompagner l'émergence de la République Dominicaine à travers la coopération économique, académique et le financement de projets de développement par le Groupe AFD, en complémentarité avec les actions menées par le Service de Coopération et d'Action Culturelle et la Direction Générale du Trésor ;
- Appuyer les projets à fort impact environnemental et ayant pour but de réduire les effets sur le changement climatique.

1.4.2 Relations économiques avec la France

En 2015, la France est le 15^{ème} partenaire commercial²³ de la République Dominicaine et le 7^{ème} investisseur dans le pays. Traditionnellement positif, le solde de la balance commerciale avec la République Dominicaine a affiché, en 2016, un déficit de 9,3 M€²⁴ lié à la baisse des dépenses d'investissements dominicains et à la hausse des importations françaises.

La présence économique française est constituée de plus de 140 sociétés représentées en République Dominicaine, dont 75 présentes sur place, parmi lesquelles de nombreuses PME-PMI dans les services. Les investissements concernent principalement la distribution (Carrefour), le tourisme (Club Méditerranée, Nouvelles frontières), l'industrie (Air Liquide), les transports (Air France), les infrastructures (Vinci exploite six des 9 aéroports internationaux du pays), les hydrocarbures (le Groupe Total s'est implanté en République Dominicaine en 2013 en produisant et commercialisant des lubrifiants et a renforcé sa présence en janvier 2016 en rachetant le réseau de distribution des stations-service Shell), l'énergie (Schneider, Legrand), la téléphonie et Internet (Orange et Tricom rachetées en 2013 par Altice), la pharmacie (Sanofi Aventis) et l'immobilier.

Les entreprises françaises se sont également illustrées par leur participation à de grands projets de développement dont le métro de Saint-Domingue (Alstom, Thalès, CIM et TSO) et un projet d'assainissement de 5 municipalités en cours de réalisation par Vinci Construction.

“

Pour la France, les priorités de la relation bilatérale consistent notamment à appuyer les projets à fort impact environnemental et ayant pour but de réduire les effets sur le changement climatique, et à soutenir la présence économique française.

Plus de **140**

Les sociétés françaises représentées en République dominicaine

²² En 2013, la République Dominicaine a rejoint le Système d'Intégration Centraméricain (SICA), organisation motrice de l'intégration régionale des pays d'Amérique centrale qu'elle a présidée au premier semestre 2014.

²³ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-dominicaine/rerelations-bilaterales/>

²⁴ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/republique-dominicaine/rerelations-bilaterales/>

2.

BILAN DE L'ACTIVITÉ DE L'AFD EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le Groupe AFD intervient en République Dominicaine depuis 1997. L'agence de Saint-Domingue a été ouverte en 2001 : elle représente à la fois l'AFD et Proparco, qui est à l'origine des premières interventions. L'agence a une vocation régionale. Depuis fin 2015, elle représente l'AFD en République Dominicaine, dans les Antilles orientales et au Suriname. La compétence Proparco s'étend quant à elle à Haïti depuis 2013.

A la faveur du CICID de 2013, le mandat de l'Agence en République Dominicaine a évolué de la Zone de Solidarité Prioritaire à la croissance verte et solidaire, en phase avec le mandat de l'AFD dans les pays émergents et en Amérique latine. La République Dominicaine est un pays à revenu intermédiaire et bénéficie à ce titre de prêts à des taux attractifs sur les marchés internationaux, mais aussi de taux fortement bonifiés de la coopération internationale.

2.1. BILAN FINANCIER

D'un point de vue quantitatif, l'évolution de l'activité a été marquée par plusieurs phases :

→ de 1997 à 2003, l'AFD a consenti quatre prêts concessionnels, souverains (3,1 et 17 M€) et non-souverains (5 M€ chacun), aux secteurs du développement rural, de l'environnement et de la microfinance, tandis que Proparco a développé une activité importante auprès des banques (7 lignes de crédit octroyées pour un montant total de 56 M€) et a octroyé des prêts directs aux entreprises (3 opérations de 23 M€ au total) ;

→ les octrois ont été gelés de juin 2003 à mi-2006 en raison de la crise bancaire et financière liée à la faillite de la banque Baninter (sur laquelle Proparco avait alors une exposition de 10 MUS\$)²⁵ et de deux autres banques plus modestes ;

→ la reprise de l'activité s'est effectuée avec des contreparties historiques à partir de 2006, une fois le règlement du dossier Baninter effectué, et s'est intensifiée depuis lors, aussi bien pour Proparco que pour l'AFD. Mais, **c'est en 2011, avec l'octroi d'un prêt souverain de 230 MUS\$ destiné à appuyer la politique de transports publics de Saint-Domingue, que l'activité de l'AFD change d'échelle.** Depuis cette date, l'AFD se positionne comme le troisième bailleur de fonds au sens du Comité d'Aide au Développement, derrière la BID et la Banque mondiale et le troisième créancier bilatéral, derrière le Brésil et les Etats-Unis.

En termes d'outils financiers et comme l'illustre le graphique ci-après, l'ensemble de la gamme d'outils financiers du Groupe a été mobilisé en République Dominicaine pour atteindre un volume d'octrois annuel moyen de 62 M€ depuis 2008. Bien que les prêts souverains à conditions de marché s'imposent par leur montant (230 MUS\$ octroyés en 2011, 260 MUS\$ en 2014), ils ne doivent pas occulter la diversité du portefeuille, aussi composé d'opérations non souveraines (8 octrois pour un montant total de 58 M€ sur la période 2008-2014) et plus modestement de subventions destinées au renforcement de capacités (2 FERC et 2 FRCG pour près d'1 M€) et de garanties.

Les prêts souverains ont revêtu différentes formes (financement concessionnel et à conditions de marché, appui budgétaire sectoriel et appui-projet ou programmatique impliquant des rétrocessions).

Seuls les prêts non-souverains aux collectivités locales n'ont pas été développés en raison de l'incapacité (juridique et financière) de ces dernières à emprunter.

Les délais de signatures des conventions de financement et le rythme des décaissements ont été globalement satisfaisants, à l'exception de deux opérations qui ont demandé des reports de date limite de signature et de versement (Infotep et Banco de Reservas) et des FERC.

L'analyse rétrospective révèle également l'importance et la consistance des activités de Proparco, liée au dynamisme du secteur privé²⁶. Depuis quinze ans, les financements octroyés par Proparco en République Dominicaine ont permis de soutenir plusieurs secteurs : banques et microfinance, agro-industrie (société Rica de production de lait et jus de fruits), grande distribution (Carrefour, Conforama), éducation (université PUCMM), santé (HOMS), infrastructures routières (route à péage BTA). L'encours de Proparco en République Dominicaine s'élève à 70,2 MUS\$ à fin 2014, soit 18,5 % de l'encours total du Groupe AFD.

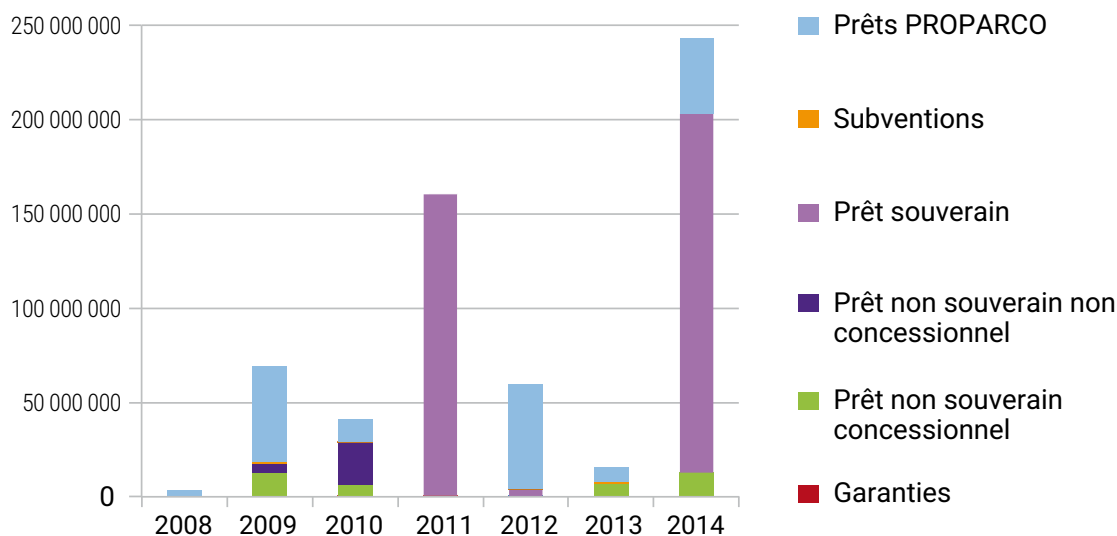
“

L'ensemble de la gamme d'outils financiers du Groupe a été mobilisé en République Dominicaine pour atteindre un volume d'octrois annuel moyen de 62 M€ depuis 2008.

²⁵ La reprise de l'activité a été conditionnée au remboursement des dettes de la Baninter envers Proparco et à la signature d'un accord *stand-by* avec le FMI, accord signé en janvier 2005. Les dettes de Baninter ont été remboursées aux créanciers à hauteur de 80 % de leur valeur par la Banque centrale en mars 2006.

²⁶ En excluant le financement souverain au secteur des transports publics de Saint-Domingue (230 MUS\$) octroyé par l'AFD à l'Etat dominicain en 2011, l'encours de Proparco dans le pays a toujours été supérieur à celui de l'AFD jusqu'en 2014.

Autorisations d'engagements (2008-2014), en euros



A fin 2015, l'encours souverain s'établissait à 377,4 M€ et l'encours non-souverain à 124,7 M€ (dont 76,7 M€ Proparco), soit un encours total de 502,1 M€. D'ici 2016-2017, l'encours sera

porté à environ 600 M€, la croissance de l'encours provenant essentiellement de décaissements des prêts souverains engagés en 2014.

2.2. BILAN QUALITATIF

Outre sa large palette d'outils et les synergies développées avec Proparco²⁷, l'intervention de l'AFD a été appréciée des partenaires dominicains pour :

→ **Sa réactivité et sa flexibilité** : l'AFD a pu répondre rapidement aux demandes de financement portées par l'Etat pour ses projets prioritaires (ligne 2 du métro de Saint-Domingue, réaménagement du quartier précaire de La Barquita). Elle a également su s'adapter aux évolutions des besoins de ses partenaires. Ainsi,

- les prêts à la PUCMM ont évolué d'un objet restreint (financement de crédits étudiants) à un objet plus large (appui à la stratégie d'inclusion sociale, d'excellence académique et d'internationalisation en promouvant l'influence française à travers des échanges avec les établissements d'enseignement supérieur français) et plus stratégique pour l'université. Les modalités de décaissement et les conditions financières ont été adaptées en conséquence,

- à l'inverse, l'appui à Banco de Reservas s'est affiné avec le temps : après une première ligne de crédit dédiée au financement de PME tous secteurs confondus, il est aujourd'hui question d'accompagner la banque, grâce à l'octroi en novembre 2016 d'un prêt de 50 M€, dans le développement de produits financiers adaptés aux projets d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. Ce ciblage correspond aussi bien aux besoins du marché dominicain qu'à l'impact climat recherché

“

Depuis 2011, l'AFD contribue activement au développement d'une approche urbaine intégrée (par le biais de financement d'études, de consultance, de séminaires) et à la structuration de l'agenda climat.

par l'AFD. Ces évolutions sont facilitées par le caractère historique des relations entre le Groupe et ses partenaires.

→ **Son expertise sectorielle** : depuis 2011, l'AFD contribue activement au développement d'une approche urbaine intégrée – par le biais de financement d'études, de consultance, de séminaires – et à la structuration de l'agenda climat,

²⁷ Dont l'appui à la PUCMM fournit un bon exemple : Proparco a soutenu le développement du campus par deux prêts tandis que l'AFD accompagnait l'université dans ses efforts d'inclusion sociale et d'excellence académique.

→ **La compétitivité de son offre** : les conditions financières offertes par l'AFD en souverain sont certes plus élevées que celles de certains bailleurs multilatéraux, mais demeurent attractives au regard des conditions de refinancement globales de l'Etat dominicain.

L'activité dominicaine a également contribué à l'influence française et à l'évolution des opérations du Groupe. Des financements de l'AFD ont bénéficié, directement et indirectement, aux entreprises françaises œuvrant par exemple dans les transports publics (Alstom, Thalès, CIM, TSO, POMA), l'eau et l'assainissement (Vinci Construction), le développement urbain (l'Atelier parisien d'urbanisme - APUR), la fourniture d'équipement médical (Maquet), les énergies renouvelables (subvention du FFEM octroyée à Akuo pour développer des investissements d'énergie solaire photovoltaïque).

Ses interventions ont permis de valoriser les échanges d'expertise entre la France et la République Dominicaine en matière de :

- développement urbain intégré (l'APUR conseille la mairie du District National de Saint-Domingue dans ses efforts d'aménagement urbain autour des stations de métro, tandis que Nodalix a réalisé un diagnostic des enjeux de développement urbain des zones bordant le fleuve Ozama) ;
- transports publics (Alstom, Thalès, CIM, TSO et POMA) ;
- eau et assainissement (projet Vinci Construction) ;
- fourniture d'équipement médical (Maquet) ;
- formation professionnelle (partenariat entre Infotep et l'École hôtelière d'Avignon) ;
- excellence académique (renforcement de la coopération entre l'université PUCMM et plusieurs universités françaises telles que les Universités de Bordeaux IV et de Savoie) ;
- énergies renouvelables (projet Akuo, contribution de GDF et Saferge à l'étude sur l'identification du potentiel d'exploitation de la SWAC – Sea Water Air Conditioning ou climatisation à l'eau froide pompée dans les profondeurs marines – en République Dominicaine, domaine où la France reste l'un des pays pionniers dans le monde).

Le Groupe AFD a participé activement à l'agenda de coopération régionale :

→ **Par son soutien au développement de la présence économique antillaise** à travers ses financements – un prêt de 11 M US\$ a ainsi été consenti au groupe Hayot pour l'implantation de l'enseigne Carrefour à Saint-Domingue, suivi d'un prêt de 3 M€ pour la création de deux magasins Conforama par le groupe guadeloupéen Financière Caraïbe – et sa participation aux missions de prospection et aux efforts de mise en réseau (comme en témoigne la coordination avec l'ambassade et le Service économique pour l'organisation de la Semaine de France en octobre 2014). Par ailleurs, le Groupe AFD est en relation soutenue avec Sun Power (filiale de Total Energie), Valorem et les deux PME françaises Energie de Martinique et Solar Electric dans le cadre de projets d'énergies renouvelables en République Dominicaine.

“

Des financements de l'AFD ont bénéficié tant aux entreprises françaises d'envergure internationale qu'à des acteurs des Antilles françaises.

→ **Par son appui aux initiatives régionales incluant les DFA** : l'Agence s'est positionnée pour accompagner le Corridor biologique de la Caraïbe, le projet de renforcement de l'agro-industrie caribéenne (subvention PRCC d'1,5 M€), le développement d'un SWAC par une étude de pré-faisabilité co-financée avec la Caisse Andine de Développement (CAF),

→ **L'AFD a également porté une attention particulière aux synergies possibles avec Haïti**, dans un contexte où près d'1 million d'Haïtiens vivent en République Dominicaine : plusieurs étudiants haïtiens ont bénéficié de crédits étudiants de la PUCMM et une coopération technique entre Plan Sierra et les autorités haïtiennes est en cours pour promouvoir la reforestation et limiter l'érosion des sols.

Les opérations en République Dominicaine ont permis de **développer des approches innovantes au niveau du Groupe** : le troisième prêt à l'Université Pontificale Catholique Madre y Maestra (PUCMM) est un financement corporate associé à l'atteinte d'objectifs sociaux, éducatifs et environnementaux : il s'apparente ainsi aux *social impact bonds*²⁸. Autre exemple : l'approche-programmatique adoptée pour le prêt d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement permet de combiner la mécanique fiduciaire de l'appui budgétaire et le suivi d'un programme d'investissements défini conjointement, répondant ainsi à la fois à la demande dominicaine et aux orientations de l'AFD.

²⁸ Les *social impact bonds* sont des programmes permettant de lever des fonds privés afin de financer des actions sociales publiques et de donner aux investisseurs privés des incitations financières conditionnées à l'atteinte d'objectifs prédéfinis.

3.

LA STRATÉGIE DE L'AFD EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE 2015-2019

3.1. LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES PROPOSÉES

L'une des spécificités de la République Dominicaine à intégrer dans les orientations stratégiques est son appartenance à deux ensembles, l'Amérique latine et la Caraïbe.

Conformément à la logique de partenariats différenciés définie par le Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) de juillet 2013, l'AFD intervient en République Dominicaine « pour promouvoir une "croissance verte et solidaire", en y favorisant notamment des partenariats économiques ». Elle a pour objectifs transversaux

l'intégration du genre et du climat (70 % des projets doivent avoir un co-bénéfice climat) à ses interventions.

La stratégie 2015-2019 doit donc concilier développement et lutte contre le réchauffement climatique avec un mandat d'intervention étroitement lié aux enjeux du développement urbain durable, comme recommandé par le Cadre d'Intervention Régional Amérique Latine. Une attention doit être également portée à l'insertion régionale des Départements français d'Amérique, en accord avec le Cadre d'Intervention Régional Caraïbe de l'AFD.

3.2. OBJECTIFS ET ACTIVITÉS

Compte tenu de ces orientations générales et de l'analyse qui précède, l'AFD s'est fixé 3 objectifs opérationnels :

- Accompagner le développement de villes durables et inclusives ;
- Promouvoir une gestion pérenne des ressources ;
- Soutenir le renforcement du capital humain.

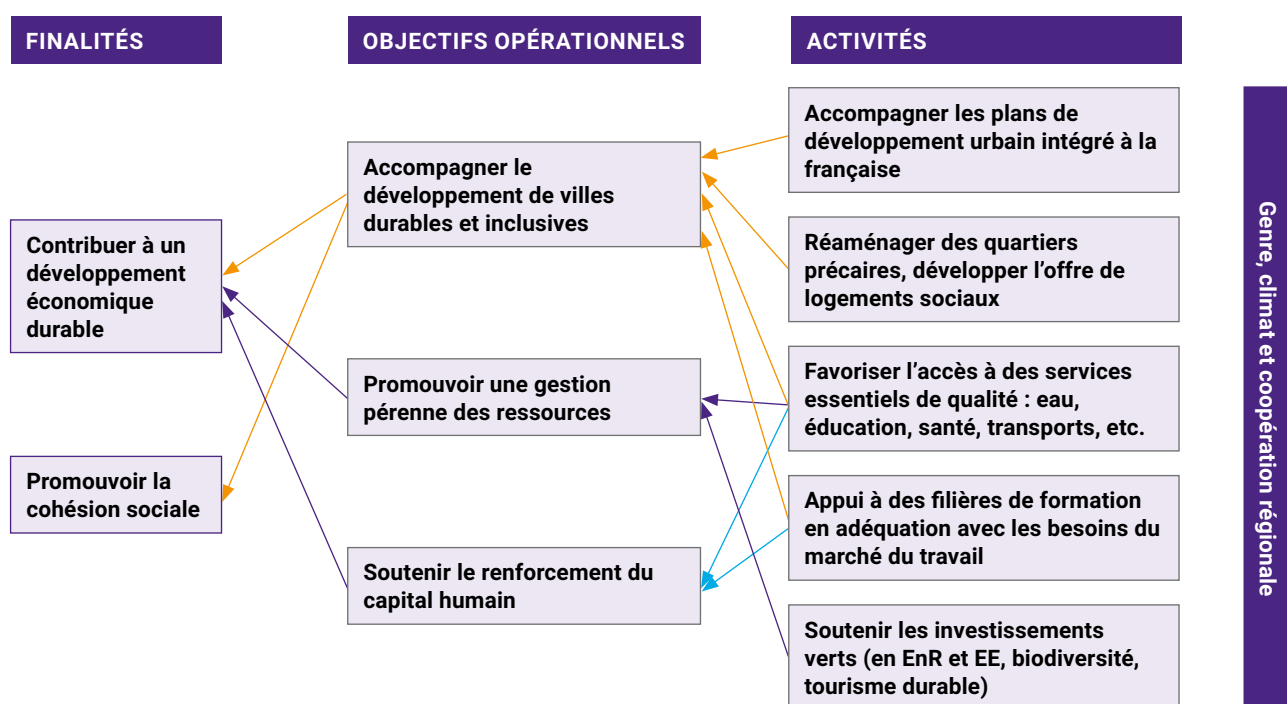
Plusieurs types d'activités doivent contribuer à la réalisation de ces objectifs : le réaménagement de quartiers précaires, la promotion de la mobilité et de l'aménagement urbains, l'accompagnement de plans de développement urbain intégré, le soutien aux investissements verts, le développement de l'accès

aux services sociaux de qualité et l'appui à des filières de formation en adéquation avec les besoins du marché du travail.

3.2.1 Accompagner le développement de villes durables et inclusives

Le processus d'urbanisation initié dans les années 1950 n'a pas été encadré par une politique d'aménagement du territoire, générant de nombreux déséquilibres. C'est pourquoi la Stratégie Nationale de Développement 2010-2030 érige en priorités la cohésion territoriale et l'accès aux services de base et de qualité.

Schéma logique de la Stratégie



Le cadre légal de la planification et de l'aménagement est encore peu développé :

→ l'aménagement du territoire et la gestion des infrastructures sont dispersés entre différents ministères et acteurs : les projets d'envergure sont donc confiés à des commissions présidentielles qui jouissent de très bonnes capacités d'exécution (cas du métro, du projet de réaménagement de la Barquita, de la réhabilitation du Fleuve Ozama) ;

→ le rôle des gouvernements locaux demeure limité malgré le mouvement de décentralisation administrative initié en 2010. Les municipalités restent limitées financièrement dans leurs interventions, malgré une grande capacité d'expertise urbaine²⁹.

Plusieurs initiatives récentes témoignent de la priorité accordée au développement urbain. Deux projets phares menés à Saint-Domingue attestent de l'ambition du gouvernement d'en faire une vitrine internationale en soutenant le développement d'une ville patrimoniale et moderne. L'agglomération, rassemblant près de 3,5 millions d'habitants, a été dotée de deux lignes de métro (la seconde est en cours d'extension sur financement AFD) et le quartier précaire de La Barquita a fait l'objet d'une intervention visant à reloger les habitants situés en zone inondable.

Dans ce contexte, l'AFD souhaite poursuivre son appui aux projets de développement urbain durable et inclusif via des prêts souverains, orientation conforme à la volonté française de promotion du « Mieux vivre en ville ». Outre son appui financier, elle promouvra la coordination des acteurs impliqués dans les projets de développement urbain pour favoriser l'émergence de plans de développement urbain intégrés, le réaménagement de quartiers précaires et l'accès aux services publics (transports, eau, éducation, etc.). Elle accompagnera le renforcement de gouvernements locaux – municipalités et intercommunalités – par des études et appuis techniques et soutiendra la prise en compte des risques naturels dans la politique d'aménagement urbain : une étude de la vulnérabilité du grand Saint-Domingue au risque sismique a d'ailleurs été réalisée dans cet esprit.

3.2.2 Promouvoir une gestion pérenne des ressources

La gestion des ressources est un défi majeur pour le pays : à titre d'exemple, les pertes en eau dépassent 50 % et les pertes (techniques et commerciales) d'électricité se chiffrent à 40 %. Ces données illustrent la nécessité d'améliorer la gestion du patrimoine existant.

L'AFD poursuivra son accompagnement aux investissements et initiatives permettant une meilleure gestion des ressources (investissements dits « verts »). Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, la mise en œuvre du programme d'appui aux investissements de la CORAASAN et de l'INAPA sera facilitée avec l'appui d'une subvention de la CIF pour des actions de renforcement de capacité et de sensibilisation des consommateurs. La subvention pourrait également comporter un volet de formation des techniciens du secteur, à la demande de l'INAPA. L'AFD s'est rapprochée de l'AECID et de la BID pour initier un dialogue de politique publique et promouvoir l'adoption de la loi sur l'eau.



Conformément à la volonté française de promouvoir le « Mieux vivre en ville », l'AFD souhaite poursuivre le réaménagement de quartiers précaires et développer l'accès aux services publics.

En matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, l'AFD privilégiera les interventions non souveraines à destination des banques, d'ETED (entreprise publique de transport d'électricité) et de contreparties privées (via Proparco). La CIF pourra à aussi être utilement mobilisée pour appuyer la création de produits financiers adaptés, la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation. Suite à l'identification d'un potentiel d'utilisation des systèmes SWAC permise par une étude AFD/CAF, l'AFD poursuivra en particulier son accompagnement à la création d'un consortium caribéen rassemblant les entreprises (notamment la DNCS) et des experts français spécialisés, ainsi que les financiers potentiels pour sensibiliser les autorités et acteurs locaux caribéen (le secteur hôtelier en particulier) dans le but de promouvoir ces technologies climato-compatibles.

Les interventions souveraines en matière d'électricité sont écartées compte tenu de :

- la présence d'autres bailleurs sur le secteur ;
- de la volonté de l'AFD de recentrer son effort d'alimentation du dialogue de politique publique sur deux secteurs (développement urbain, eau).

Les intermédiaires financiers pourraient également être des partenaires pour le financement du tourisme durable, qui pourrait faire l'objet d'un effort de prospection.

Des subventions pourraient être mobilisées pour la préservation de la biodiversité à travers des fonds verticaux comme le Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes Critiques (CEPF)³⁰, ou pour appuyer des initiatives régionales telles que le Corridor biologique de la Caraïbe ou des actions locales que le CEPF permettrait d'identifier. À l'instar de la visibilité donnée au CEPF, l'AFD pourrait valoriser sa participation au Forest Carbon Partnership Facility (FCPF), où la République Dominicaine porte une proposition de financement.

Le soutien au développement rural et à la préservation et valorisation des ressources naturelles par le biais de prêts souverains pourrait être mis en place dans la continuité des projets d'appui de Plan Sierra tout en adoptant une approche plus ample portant sur la gestion intégrée des ressources hydriques. Par ailleurs, Proparco pourrait utilement soutenir, en co-financement avec des banques locales, des investissements agroalimentaires, générateurs d'emplois. L'AFD pourrait également examiner des appuis (en prêts non souverains ou via des lignes de crédit) à des projets contribuant à une meilleure gestion des ressources naturelles.

²⁹ L'AFD a commandé à un groupe d'étudiants de l'institut des Sciences Politiques de Paris la réalisation d'une étude de pré-faisabilité sur l'aménagement des fleuves Ozama et Isabela (Repenser l'Ozama urbain, juin 2014) qui alimente largement cette section.

³⁰ Le CEPF (Critical Ecosystem Partnership Fund) est un fonds multibailleurs abondé notamment par l'AFD en 2007 par une subvention de 25 M US\$ (dont 6,9 M US\$ dédiés à la zone Caraïbe) ayant pour vocation de financer les projets de la société civile dédiés à la protection de la biodiversité.

3.2.3 Soutenir le renforcement du capital humain

L'appui au renforcement du capital humain s'effectuera selon deux axes :

→ l'AFD privilégiera, pour ses interventions **dans l'enseignement supérieur, les projets centrés sur la formation professionnelle**, portés par des contreparties non-souveraines. L'AFD alimentera son partenariat avec l'université PUCMM, lancera l'instruction de nouveaux prêts en faveur d'établissements d'enseignement supérieur et étudiera l'opportunité de mobiliser de la subvention européenne (PIN) pour renforcer ses actions de soutien à la formation professionnelle. L'AFD poursuivra son appui au développement de la microfinance étudiante et à l'orientation des

étudiants. Une attention particulière sera portée à l'adéquation de l'offre de formation aux besoins du marché du travail.

→ l'agence poursuivra son **accompagnement des structures de soin de qualité ayant un souci d'inclusion sociale et de cohésion territoriale** (exemples : fourniture de soins aux populations démunies, extension de la couverture territoriale des soins). Par souci de concentration et d'efficacité, il n'est pas envisagé d'appui souverain en matière de santé et de protection sociale, ces deux pans étant déjà bien couverts par la BID et la Banque mondiale.

Les contreparties potentielles pour ces deux secteurs sont des institutions privées à but non lucratif.

3.3. OBJECTIFS TRANSVERSAUX

L'AFD poursuivra 4 objectifs transversaux à travers ses interventions :

→ **Le Groupe continuera à être un vecteur de coopération dominico-française**

L'AFD continuera à promouvoir la coopération particulièrement dans les secteurs où l'expertise française est reconnue (développement urbain, eau et assainissement, efficacité énergétique et énergies renouvelables).

L'AFD continuera à être vecteur d'influence française à deux titres :

- en promouvant des modèles de développement porteurs à travers des prêts budgétaires à l'Etat dominicain et un dialogue continu sur les politiques publiques ;
- en intervenant en financement de projets sur des secteurs dans lesquels il existe une offre française de qualité.

→ **Les opérations financées contribueront aux engagements français pour le climat**

La question climatique est une thématique de l'agenda politique dominicain depuis 2008, année de création du Conseil National pour le Changement Climatique et le Mécanisme de Développement Propre (CNCCMDL). La République Dominicaine est par ailleurs le seul pays à avoir inscrit l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique dans sa nouvelle Constitution en 2010 (Art. 194). Un projet de loi sur le changement climatique est en cours d'élaboration.

Une des priorités du gouvernement du président Danilo Medina porte sur la gestion des risques liés aux événements climatiques extrêmes, en particulier en adaptant le code de la construction et développant des guides sectoriels pour l'évaluation des risques environnementaux et sociaux à destination notamment des maîtrises d'ouvrages publiques.

En ce qui concerne l'agenda « atténuation », sur la base du dernier inventaire (2010), le niveau d'émission de gaz à effet de serre (GES) du pays était de l'ordre de 36 MtCO₂eq (soit 7 % des émissions françaises pour un PIB représentant 3 % du PIB français en 2010), les principaux postes d'émission étant l'énergie (31 %),

le secteur en crise depuis des décennies, le transport (22 %), l'agriculture (20 %) et les cimenteries (9 %).

Les engagements de l'AFD dans le pays ont permis de contribuer à la lutte contre le changement climatique. A titre d'exemples, les projets « d'aménagement intégré de Saint-Domingue Est » et d'« appui aux investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement » présentent des co-bénéfices en matière d'atténuation (extension des transports publics) et d'adaptation (opération urbaine dans un quartier particulièrement vulnérable au changement climatique, gestion pérenne des ressources en eau).

A l'avenir, l'AFD poursuivra son soutien à la lutte contre le changement climatique :

- l'objectif de 70 % d'engagements ayant des co-bénéfices climat sera poursuivi en République Dominicaine particulièrement en matière d'énergie (via les lignes de crédit bancaires ou des investissements directs) et de transports (à travers les prêts souverains en matière de développement urbain, en particulier de transport public),
- le partenariat noué avec le Conseil National pour le Changement Climatique et le Mécanisme de Développement Propre (CNCCMDL) en 2014 visant à mener des actions de sensibilisation et de concertation avec la société civile dominicaine sur les questions liées au changement climatique,
- le projet Saint-Domingue Est a été valorisé dans le cadre de la COP21 : des documentaires, notamment « La Reina de la Nueva Barquita », et des articles ont été réalisés par l'AFD et des journaux français.

“

L'objectif de 70 % d'engagements ayant des co-bénéfices climat sera poursuivi en République Dominicaine particulièrement en matière d'énergie et de transports.

→ L'AFD contribuera à la coopération régionale

Deuxième économie de la région, membre actif du Cariforum, la République Dominicaine est un interlocuteur essentiel des DFA pour leur insertion dans leur environnement régional. L'AFD continuera d'accompagner la dynamique de coopération régionale en veillant à :

- l'inclusion des DFA dans les initiatives qu'elle soutient (c'est par exemple à son initiative que la Guadeloupe et la Martinique ont été intégrées dans le périmètre de l'étude SWAC),
- la valorisation de leur expertise (l'accompagnement de Solar Electric et d'Energie de Martinique sera poursuivi),
- la préservation des biens publics régionaux : l'appui au Corridor biologique pourrait être une déclinaison opérationnelle de cet axe. Les projets contribuant à préserver l'environnement dominicain, notamment la Mer des Caraïbes, participent également à cet effort.

S'agissant de la coopération avec Haïti, l'assistance technique initiée dans le cadre de Plan Sierra sera poursuivie. Une veille sera maintenue sur les projets transfrontaliers susceptibles d'émerger : une attention particulière sera portée à la solidité de la maîtrise d'ouvrage, indispensable à la réussite des opérations dans cette région éloignée. Un projet privé d'interconnexion électrique pourrait émerger et être éventuellement accompagné par Proparco.

→ L'AFD prendra en compte le genre dans le financement du développement

En République Dominicaine, les inégalités hommes-femmes se traduisent avant tout par *i/* une sous-représentation des femmes sur le marché du travail formel – le ratio femmes-hommes de participation au marché du travail (65 %) est largement inférieur à la moyenne latino-américaine – et *ii/* un niveau élevé de violences basées sur le genre (violences sexuelles et domestiques).

L'AFD accompagne d'ores et déjà des institutions contribuant à une meilleure insertion des femmes sur le marché du travail (FONDESA et ADOPEM), ainsi que des projets intégrant la dimension genre (La Barquita, PUCMM, projet d'eau et d'assainissement). Elle poursuivra son effort d'intégration de la dimension genre à ses financements, particulièrement dans les secteurs sociaux et le développement urbain.

La poursuite de l'ensemble de ces objectifs s'effectuera en conformité avec la politique du Groupe à l'égard des Juridictions Non-Coopératives (JNC) au sens du Code général des impôts français et du Forum mondial de l'OCDE sur la Transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Ainsi, le Groupe ne financera pas de projets mettant en jeu des montages artificiels, comprenant notamment des contreparties dont l'actionnariat est contrôlé par une société immatriculée dans une JNC, sauf si cette immatriculation est justifiée par un intérêt économique réel³¹.

³¹ La liste actualisée des JNC (« liste des pays considérés comme présentant un risque très élevé ») est accessible dans la procédure cir-U1043.

The background features several overlapping, curved purple lines that sweep across the page from the top right towards the bottom left, creating a sense of movement and depth. The lines vary in opacity, with some being more prominent than others.

4.

**PARTENARIATS
ET PRODUCTION
DE CONNAISSANCES**

4.1. PARTENARIATS

Compte tenu des orientations stratégiques proposées, les partenaires de premier plan de l'AFD en République Dominicaine seront la BID, la Banque mondiale, l'AECID et l'Union Européenne.

→ La BID, l'AECID et la Banque Mondiale ont développé une fine connaissance du secteur de l'eau et de l'assainissement et impulsé les discussions relatives à la loi sur l'eau et l'assainissement. L'AFD a mobilisé une subvention européenne (Facilité d'Investissement pour les Caraïbes) dont le contenu a été défini avec l'AECID et la BID. Une stratégie d'alliance avec ces deux partenaires permettrait de peser davantage dans le dialogue sectoriel.

→ La BID a par ailleurs financé plusieurs études relatives à l'organisation des transports publics à Saint-Domingue et co-financé

plusieurs projets avec Proparco. L'Agence veillera à alimenter le partage d'informations et à développer des co-financements dans la mesure du possible.

→ L'AFD poursuivra sa coopération avec l'Union européenne sur deux axes : *i/* la formation professionnelle, axe de concentration du Programme Indicatif National de l'UE (70 M€ au total pour la période 2014-2020) ; et *ii/* la mobilisation de subventions de la Facilité d'Investissement pour les Caraïbes, dotée de 140 M€ dans la nouvelle programmation.

→ L'AFD travaillera en complémentarité avec la Banque mondiale sur les secteurs sociaux.

4.2. PRODUCTION DE CONNAISSANCES

La production de connaissances a essentiellement porté sur l'analyse des enjeux de développement à l'échelle régionale³². Celle dédiée spécifiquement à la République Dominicaine a été relativement modeste et centrée sur le développement urbain, avec une approche très opérationnelle. Trois études ont ainsi été financées :

→ La publication des actes du séminaire « Desarrollo Territorial, Transparencia e Institucionalidad » en 2011 (actes d'un séminaire) ;

→ Le rapport « Repenser l'Ozama urbain » réalisé par des étudiants de Sciences Po en 2014, était conçu comme une étude de pré-faisabilité d'un projet d'aménagement urbain ;

→ L'étude de la vulnérabilité du grand Saint-Domingue face au risque sismique, en cours de réalisation par le BRGM.

La production de connaissances à l'avenir se concentrera sur un schéma directeur du développement des berges des fleuves Ozama et Isabela à Saint-Domingue, des études de faisabilité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, financées sur FERC, et l'orientation des étudiants en lien avec les besoins du marché du travail.

4.3. PRODUCTION FINANCIÈRE

La croissance prévue de l'activité sur la période sera de 95 M€ en scénario de référence, répartis entre financements souverains et non souverains. Une évolution favorable de la trajectoire de la dette publique pourrait porter la programmation à près de 200 M€. Dans une petite économie insulaire en développement où l'AFD ne jouit pas, contrairement aux autres bailleurs de fonds, du statut de créancier privilégié, il est proposé de s'orienter à court terme vers un encours souverain de 600 M€ sans chercher à atteindre forcément la limite souveraine.

L'AFD continuera à mobiliser des prêts souverains et non souverains. Un dialogue étroit sera maintenu avec la Direction du Crédit Public du Ministère des Finances afin de faciliter l'inscription des autorisations d'engagements et des allocations budgétaires annuelles des prêts de l'AFD en loi de finances.

En complément de ces prêts, l'AFD cherchera à mobiliser :

→ des subventions de l'Union européenne : un maximum de 3 subventions (eau et assainissement, développement urbain, énergie verte) pourrait être fixé compte tenu du temps nécessaire à l'instruction et à la mise en œuvre de ces financements (d'expérience, l'instruction d'une subvention déléguée est plus lourde que celle d'un prêt AFD et la mise en œuvre moins flexible) ;

→ le FEXTE afin de valoriser l'expertise française ;

→ des Fonds d'Etudes et de Renforcement de Capacités pour soutenir la préparation de projets.

³² Les enjeux de développement en Amérique latine 2011 et 2014, Coll. A Savoir, AFD ; Etude sur les Modèles de développement dans la Caraïbe (CEPALC) en 2012, Atlas Emergences Caraïbes (réédition 2013)

LISTE DES SIGLES

AFD : Agence Française de Développement

AECID : Agence Espagnole de Coopération Internationale et de Développement

APUR : Atelier Parisien d'urbanisme

BID : Banque Interaméricaine de Développement

BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières

CAF : Corporación Andina de Fomento (Banque de développement d'Amérique latine)

CEPF : Critical Ecosystem Partnership Fund (Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes Critiques)

CICID : Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement

CIF : Facilité d'Investissement pour les Caraïbes

CNCCMDL : Conseil National pour le Changement Climatique et le Mécanisme de Développement Propre

COP : Conférence des Parties

CORAASAN : Corporación del Acueducto y Alcantarillado de Santiago

DFA : Départements Français d'Amérique

ETED : Entreprise publique de transport d'électricité

FCPF : Forest Carbon Partnership Facility

FED : Fond Européen de Développement

FEXTE : Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences

FFEM : Fond Français pour l'Environnement Mondial

FERC : Fond d'Etudes et de Renforcement de Capacités

FRCG : Fonds de Renforcement des Capacités de Gouvernance

FMI : Fond Monétaire International

GES : Gaz à effet de serre

IDE : Investissements Directs Etrangers

IDH : Indice de Développement Humain

INAPA : Instituto Nacional de Aguas Potables y Alcantarillados

JNC : Juridictions Non-Coopératives

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

OIF : Organisation Internationale de la Francophonie

PIB : Produit Intérieur Brut

PIN : Programme Indicatif National

PLD : Parti de la Libération Démocratique

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PMI : Petites et Moyennes Industries

PPA : Parité de Pouvoir d'Achat

PRCC : Programme de Renforcement des Capacités Commerciales

PRD : Parti Révolutionnaire Dominicain

PRI-TS : Pays à Revenu Intermédiaire de la Tranche Supérieure

PRM : Parti Révolutionnaire Moderne

PUCMM : Université Pontificale Catholique Madre y Maestra

RPE : Réserve Pays Émergents

SICA : Système d'Intégration Centraméricain

SND : Stratégie Nationale de Développement

SWAC : Sea Water Air Conditioning

TED : Transport Energie Développement Durable

UE : Union Européenne

Qu'est-ce que l'AFD ?

L'AFD est la banque française de développement. Publique et solidaire, elle s'engage sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement, émergents et l'Outre-mer. Intervenant dans de nombreux secteurs – énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation –, l'AFD accompagne la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun. Son action s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD). Présente dans 108 pays via un réseau de 85 agences, l'AFD finance, suit et accompagne aujourd'hui plus de 2500 projets de développement. En 2016, l'AFD a consacré 9,4 milliards d'euros au financement de projets dans les pays en développement et en faveur des Outre-mer.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Tél. : +33 1 53 44 31 31 – Fax. : +33 1 44 87 99 39
5, rue Roland Barthes, 75598 Paris Cedex 12 – France

www.afd.fr

